

l'année 1988, aucun signe ne donnait véritablement à penser qu'il y avait, entre les parties, le moindre rapprochement sur le règlement du problème de la vérification.

Toutefois, dans l'hypothèse d'un quota de 800 SLCM environ, et si l'on ajoute les SLCM aux engins «non déclarables» largués par bombardier, le nombre total réel d'armes stratégiques tournerait davantage autour de 9 000 que de 6 000, seuil qui a été fixé d'un commun accord dans le cadre des négociations.

Les missiles mobiles

Dans leur projet de traité présenté le 8 mai 1987, les États-Unis avaient proposé une interdiction absolue des missiles mobiles. Leur position sur cette question a relativement peu évolué depuis l'automne 1985 : toute limitation du nombre des missiles mobiles était impossible à vérifier, et ces engins donnaient de plus aux parties contractantes un moyen potentiellement déstabilisant pour se soustraire à l'obligation de respecter certaines limites strictes relatives au nombre d'ICBM. Nous l'avons dit plus haut, les Soviétiques voient dans les ICBM mobiles un moyen de remédier à la vulnérabilité virtuelle des *SS-18* et d'autres missiles entreposés en silo. Il est par conséquent normal qu'ils aient voulu, dans leur projet de traité du 31 juillet 1987, faire autoriser les missiles mobiles.

Cette question continue de diviser les parties en présence dans le cadre des négociations actuelles. Du côté américain, les négociateurs sont quelque peu revenus sur leur idée d'une interdiction pure et simple des missiles mobiles, se déclarant prêts à envisager une stricte limitation du nombre de ces engins si on leur prouve qu'il est possible d'en vérifier efficacement l'application. À l'issue du sommet de décembre, les Soviétiques ont proposé divers moyens de repérer les missiles mobiles et, au mois de février, lors d'une rencontre entre MM. Shultz et Chevarnadze, il est apparu que certains progrès étaient possibles. Dans une déclaration commune, les porte-parole soviétiques ont laissé entendre que le déploiement des missiles mobiles ne se ferait, pour l'essentiel, que dans des zones désignées où il serait facile de les compter.

Les négociateurs réunis en pourparlers sous la houlette de M. Paul Nitze et du maréchal Akhromeyev ont largement profité du sommet de Moscou pour progresser vers le règlement de la question des missiles mobiles. Toutefois, le résumé officiel des points en suspens publié par les États-Unis à l'issue de la rencontre faisait état d'un certain nombre de problèmes importants non résolus et soulignait que les détails représentaient la principale pierre d'achoppement.

La modernisation

À l'inverse du Traité sur les FNI, qui interdit une classe complète d'armements, les différentes propositions soumises dans le cadre des pourparlers START laissent aux deux camps la possibilité de conserver tous leurs vecteurs stratégiques existants (si l'on excepte la proposition américaine sur l'interdiction des missiles mobiles) et de moderniser ou de remplacer leurs armes, dans la limite des plafonds

prescrits dans l'accord. Des porte-parole des États-Unis ont invoqué les difficultés éprouvées pendant les négociations SALT, pour justifier la décision prise par Washington de ne pas aborder la question de la modernisation. Il semble que les Soviétiques aient gardé le silence sur ce point.

L'URSS estime dès lors pouvoir poursuivre la mise au point des ICBM *SS-X-26* et *SS-X-27*, du SLCM *SS-NX-24*, du bombardier *Blackjack*, du SRAM *AS-X-16* et d'un missile de croisière perfectionné qui en serait, dit-on, au stade de la mise au point. Les États-Unis pourront, quant à eux, mettre au point le MX monté sur rail (pourvu qu'ils ne soient pas gênés par leur propre proposition sur l'interdiction des missiles mobiles), l'ICBM *Midgetman*, le SLBM *Trident D-5*, le bombardier furtif *B-2*, le missile de croisière perfectionné et le SRAM II. Les deux parties seront en droit de concevoir de nouvelles ogives pour ces différents engins.

Cette liste de systèmes d'armements stratégiques que les deux superpuissances mettent au point ou ont commencé depuis peu à déployer montre qu'avec ou sans accord START, elles auraient de toute façon l'intention de restructurer leurs forces au cours des cinq à sept ans qui seraient nécessaires à la mise en oeuvre de l'entente. La limitation du nombre des vecteurs pose cependant, en ce qui a trait à la modernisation, un certain nombre de problèmes, en particulier pour les États-Unis. Disons pour résumer que, si un pays déploie des missiles à ogives multiples, il atteindra le plafond des 6 000 ogives bien avant celui des 1 600 vecteurs. Si l'on veut pouvoir procéder à un maximum de déploiements compte tenu de ces deux limites, il est indispensable de mettre en service un nombre considérable de missiles équipés d'une seule ou de quelques ogives. C'est ce que les Soviétiques vont pouvoir continuer de faire tant qu'ils vont fabriquer le *SS-25*, un missile mobile à ogive simple. Quant à lui, le Pentagone a, à toutes fins utiles, mis fin aux travaux sur le *Midgetman* après avoir conclu que les engins à ogive simple n'étaient pas rentables. À ce propos, l'antinomie existant entre, d'une part, les plans de défense exigeant des forces nucléaires stratégiques de combat rentables et, d'autre part, la nécessité de limiter les armements, fait l'objet au sein du gouvernement américain de perpétuelles discussions.

Les Accords de Moscou

Même si les principaux points à l'ordre du jour du sommet de Moscou n'ont pas pu être réglés, il convient de noter la conclusion de deux accords secondaires. Premièrement, les dirigeants ont convenu de fonder un centre pour la réduction des risques nucléaires en vue de faciliter les échanges d'information, particulièrement précieux en temps de crise. Deuxièmement, ils ont accepté de notifier à l'avance les lancements expérimentaux de missiles balistiques; c'est là une autre mesure propre à accroître la confiance.

DÉFENSES ANTI-MISSILES BALISTIQUES ET ARMES SPATIALES

Avant l'été 1987, la plupart des discussions sur l'Initia-